



... après le passage des Sud-Africains
En Angola (Cangumba)

D.R.

Mozambique: parler avec Pretoria et... voir venir

De notre correspondant PAUL FAUVET

**« On ne choisit pas ses voisins.
Nous les dérangeons et ils nous dérangent.
Comment allons-nous vivre ? »**

Le 20 décembre dernier, lors du sommet des chefs d'Etat des cinq pays ex-colonies portugaises d'Afrique, tenu à Bissau, le président mozambicain Samora Machel organisa une conférence de presse pour les nombreux journalistes portugais qui couvraient l'événement. « *Nous sommes en pourparlers avec l'Afrique du Sud* », annonça-t-il.

Des pourparlers « *cruciaux pour trouver un modus vivendi dans la zone* », devait déclarer Samora Machel aux journalistes. « *On ne choisit pas ses voisins. Nous les dérangeons et ils nous dérangent. Comment allons-nous vivre ?* » « *Nous ne pouvons changer la géographie* », ajouta-t-il.

C'est la troisième fois qu'une telle rencontre a lieu. Les deux premières, dans la ville frontalière de Komati-poort, en Afrique du Sud, en décembre 1982 et mai 1983, n'aboutirent à rien.

Et par des mouvements diplomatiques que le dialogue reprit, en octobre et novembre. Le voyage couronné de succès de Samora Machel dans plusieurs capitales occidentales, en octobre, a fortement alarmé les Sud-Africains. En réponse, ils ont envoyé « *Pik* » Botha en Europe en novembre.

Il ne fait aucun doute que la visite de l'Américain Frank Wisner, secrétaire d'Etat adjoint, à Maputo, en novembre, joua également un rôle dans ces négociations. Wisner voyagea de Maputo à Mbabane, puis continua vers l'Afrique du Sud. Il revint alors aux Etats-Unis, en passant par Lisbonne. Cet itinéraire n'avait rien d'une coïncidence. Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis servent d'intermédiaires entre le Mozambique et l'Afrique du Sud — Chester Crocker l'avait fait à la fin de 1982.

De quoi a-t-on parlé à Mbabane ?

D'après Machel, « *de la sécurité, des relations économiques et de la paix dans la région* ».

Pour le Mozambique, « *sécurité* » signifie M.N.R. ; pour l'Afrique du Sud, A.N.C. Le Mozambique a toujours refusé que les deux organisations soient placées sur un pied d'égalité — pour ce qui est du Mozambique, le M.N.R. n'est rien d'autre qu'un groupe de « *bandits armés* », alors que l'A.N.C. est « *l'avant-garde du peuple sud-africain* ». A Bissau, Samora Machel a clairement affirmé que l'A.N.C. ne serait pas abandonné par le Mozambique.

L'A.N.C. n'a aucune base militaire au Mozambique, il a des bureaux dans le pays et continuera à en avoir. Le gouvernement mozambicain a toujours démenti fournir quelque facilité militaire que ce soit à l'A.N.C. Les observateurs indépendants n'ont eu aucune difficulté à montrer que les « *bases de l'A.N.C.* » que l'Afrique du Sud affirmait avoir détruites lors du raid de mai n'étaient autres que des cibles mozambicaines civiles.

Depuis, à la mi-1983, les Sud-Africains avaient exigé que l'A.N.C. « *sorte* » des Etats voisins. Le fait qu'ils soient prêts à continuer de négocier avec le Mozambique pourrait indiquer un changement de position.

Les « *affaires économiques* » abordées entre les deux pays à Mbabane, mais aussi, le 16 janvier, simultanément à Maputo et à Pretoria, se réfèrent sans doute largement à l'utilisation du port de Maputo par l'Afrique du Sud.

Ce chapitre recouvre également le problème des travailleurs-migrants mozambicains en Afrique du Sud.

Quant au barrage de Cabora Bassa, l'accord selon lequel l'Afrique du Sud achète l'électricité qu'il produit date de

la période coloniale, et n'a jamais été révisé. L'Afrique du Sud l'achète à un très bas prix, et a toujours utilisé le prétexte des actes de sabotage par le M.N.R. des lignes à haute tension pour refuser que les tarifs soient augmentés. Ce qui touche le Portugal plus que le Mozambique, car l'Etat portugais possède près de 85 % de la compagnie qui gère Cabora Bassa.

Le groupe qui devait discuter du tourisme a été créé sur proposition de l'Afrique du Sud.

De toute évidence, laisser des grappes d'afrikaners racistes se déverser sur les plages mozambicaines pose un problème ; cependant, le Mozambique manque si dramatiquement de devises étrangères qu'il pourrait être prêt à prendre le risque de laisser venir des groupes de touristes sud-africains dans certains endroits, bien précis, du pays. Dans l'autre sens, le tourisme pose des difficultés autrement plus importantes, et n'est pas en voie d'être encouragé par les autorités mozambicaines — malgré les déclarations de mauvaise foi de l'Office du tourisme sud-africain selon lesquelles les touristes noirs mozambicains visitant l'Afrique du Sud seraient traités « *comme les Américains* ».

Mais à l'évidence, le 16 janvier, l'essentiel des discussions entre les deux pays était centré sur les problèmes de sécurité. Une interprétation possible du communiqué final qui fait référence « *à des mesures pour que les territoires des deux pays ne servent plus de tremplin pour des agressions contre l'autre* », pourrait amener à penser que le Mozambique a réussi — peut-être en partie du fait des pressions occidentales sur Pretoria — à le forcer à lâcher, un tant soit peu, le M.N.R.

P.F.